



A la recherche d'agents de sécurité privée pour les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024...

**Manque d'agents,
Pénurie de femmes,
Salaires au ras des pâquerettes, (les deux premiers coefficients de la grille conventionnelle sont au SMIC depuis le 1er mai 2023),
Formation au rabais,
Constituent un vrai casse-tête pour les futurs recrutements à 1 an des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.**

Alors que dans un an (le 26 juillet 2024) les Jeux olympiques de Paris s'ouvriront par une cérémonie sans précédent, avec un défilé de 6 kilomètres sur la Seine,

Alors que le dévoilement de la flamme olympique fait la une de la presse, le manque d'agents et d'agentes de sécurité se fait criant (Il en manquerait plus de 20000 partout en France),

Certains, dont la Cour des comptes qui dénonce dans son dernier rapport « *le manque d'accompagnement et de management de proximité, l'absence d'un réel collectif de travail et de perspectives offertes aux salariés, qui sont autant de facteurs qui nuisent à l'attractivité du secteur* », proposent déjà de mobiliser... l'armée pour sécuriser ces jeux.

Pour la CFDT, on peut éviter ce manque de personnel en reconnaissant vraiment cette profession, en commençant par « bien » former les agents et non en bradant la formation initiale pour les JO à 104 heures (dont 35 heures en distanciel) au lieu des... 175 heures minimales.

La CFDT revendique de vrais salaires et non des emplois précaires payés au smic....

Pour la CFDT, il est urgent de prendre des décisions fortes en faveur de l'augmentation des salaires et ceci dès maintenant :

- Avec une augmentation de 10% sur l'ensemble de la grille conventionnelle,
- Une vraie majoration du travail du dimanche à 50% et 25% sur le travail de nuit (Actuellement seule une majoration de 10% existe).

Pour la CFDT, les difficultés de recrutement dans le secteur doivent interpeller tous ceux qui s'engagent pour la sécurité en France.

La politique du moins disant social a ses limites ...

La voix des salariés de la sécurité privée doit être entendue !

En effet les organisations patronales de ce secteur ont trop longtemps négligé l'augmentation des salaires, laissant de nombreux agents de sécurité rémunérés au SMIC. Ironiquement, ces mêmes organisations s'inquiètent aujourd'hui de la baisse d'attractivité de la profession en prévision des manifestations sportives d'envergure mondiale.

Alors que l'un des principaux problèmes du secteur de la prévention sécurité réside dans les bas salaires pratiqués et dans les conditions de travail pénibles imposées aux salariés. Cette situation est non seulement injuste pour les travailleurs, mais elle nuît également à la qualité des services de sécurité offerts.

Des salaires décents sont essentiels pour attirer et retenir des professionnels qualifiés, motivés et assurer la sécurité de nos concitoyens !

En raison de la rémunération peu attractive dans le secteur de la prévention sécurité, de plus en plus de professionnels qualifiés se détournent de cette carrière comme l'ont constaté la cour des comptes et le CNAPS.

Pourtant, cette préoccupation aurait pu être évitée si les salaires avaient été revalorisés plus tôt, garantissant ainsi une profession compétitive et attrayante.

Pour la CFDT, il faut revaloriser les salaires mais pas que ...

La CFDT a à maintes reprises alerté les organisations patronales du secteur de la prévention sécurité pour qu'ils prennent conscience de l'incohérence de leur position.

Si elles aspirent à attirer des professionnels qualifiés pour les Jeux Olympiques et pour l'avenir de la profession, elles doivent revoir leurs politiques salariales !

L'augmentation des salaires doit devenir une priorité absolue pour garantir une rémunération juste et équitable aux agents de sécurité qui exercent un travail exigeant.

Il est également nécessaire de développer des mécanismes de **reconnaissance professionnelle, de formation continue et de perspectives d'évolution de carrière au sein de ce secteur en négociant de nouvelles classifications et travaillant sur la pénibilité de ces métiers.**

L'incohérence des organisations patronales de la prévention sécurité, qui s'inquiètent aujourd'hui de la baisse de l'attractivité de la profession, souligne l'urgence de revoir les politiques salariales dans ce secteur.

La CFDT invite chaque organisation patronale à faire preuve de courage et à user de leur représentativité pour faire évoluer le dialogue social, quitte à isoler les entreprises dont la préoccupation première consiste à immobiliser l'évolution du secteur et le dialogue social de branche.

La prochaine réunion de branche sur les salaires est prévue le 8 septembre 2023 et la CFDT portera encore une fois la voix des salariés pour une meilleure reconnaissance de leurs métiers !

